

Ce 24 février 2022 restera dans l'Histoire, non pas du fait de la tenue de ce CTL mais parce que la guerre est déclarée à quelques encablures de nos frontières.

Nous avons forcément une pensée pour tous ces êtres humains qui vivent dans la terreur.

Cette guerre va aussi avoir, tous les économistes nous le disent, des conséquences en matière de pouvoir d'achat. Et donc dans notre quotidien.

Cette question de pouvoir d'achat est de plus en plus urgente au regard d'une inflation pesant de plus en plus lourd sur les dépenses contraintes.

Pour les fonctionnaires notamment qui n'ont pas vu leur pouvoir d'achat augmenter depuis 10 ans. Pas un centime pour la plupart d'entre eux au cours de ce quinquennat.



Aujourd'hui, pour retrouver la valeur réelle du point d'indice de janvier 2000 (en euros constants), il faudrait augmenter la valeur du point à hauteur de + de 20 %.

Mais s'il n'y avait que ça à la DGFIP ! Non : il y a également nos conditions de travail et d'exercice des missions qui sont en constante dégradation, du fait principalement des suppressions d'emplois, de la mise en œuvre du NRP à travers la création de SGC, des fusions de SIP, de SIE, de brigades de vérifications, de SPF, des créations d'antennes, des délocalisations... : c'est loin de simplifier le quotidien des agents et des usagers car cela exacerbe les tensions.

Contrairement, à ce que prétend l'administration, l'accueil du public et le fonctionnement des services n'en sont pas améliorés ; bien au contraire. Partout ce ne sont que difficultés dans les arrêtés comptables et la production des comptes de gestion.

Que dire encore des CDL sans bureau et des réinstallations immobilières loin d'être toutes réglées et parfois défailtantes ?

Ces dysfonctionnements conduisent des élus locaux pourtant signataires de convention avec la DGFIP mais aujourd'hui frappés d'amnésie à dénoncer par voie de presse ce qu'ils ont eux-mêmes, par leur inertie, contribué à mettre en place.

L'analyse initiale de **FO DGFIP** selon laquelle le NRP constitue un nouvel outil de réduction du maillage

territorial des services destiné à masquer les suppressions d'emplois et porteur de dangers sur les missions s'en trouve malheureusement confortée.

Loin de se satisfaire d'avoir eu raison trop tôt, **FO DGFIP** alerte sur le fait que le NRP n'en est qu'à ses débuts. Imaginer que ce serait juste un mauvais moment à passer et qu'ensuite le réseau serait stabilisé est illusoire.

Pour **FO DGFIP**, la tendance lourde à l'œuvre dans ce processus aboutira inévitablement, si nous ne tentons pas de l'arrêter, à une réduction sans fin des implantations de la DGFIP, y compris de certaines directions locales, devenues des coquilles vides, l'essentiel des missions étant regroupées dans les DRFiP ou sur des plates formes supra départementales ou inter régionales.

Les solutions individuelles proposées à certains par l'administration afin d'édulcorer les conséquences du NRP en matière de mobilité ne feront que retarder des échéances inévitables pour nos emplois, nos missions et à terme nos rémunérations.

FO DGFIP estime que, sans sursaut collectif rendant visibles nos difficultés aux yeux de l'opinion publique et des politiques, la DGFIP continuera d'être considérée par les gouvernements comme un réservoir inépuisable de suppression d'emplois.

Il appelle donc les personnels à rejoindre **FO DGFIP** syndicat libre et indépendant, hors de toute emprise politique, qui persiste à revendiquer quel que soit le pouvoir politique en place.

FO DGFIP mettra tout en œuvre, dans l'unité la plus large possible, à la DGFIP et au sein de notre Ministère pour lancer une mobilisation dans les semaines qui viennent afin de faire entendre nos revendications en matière d'emplois, de maillage territorial et de rémunérations.

**La crise a démontré notre utilité,
ne nous laissons pas oublier.**

**Il nous faut (re)trouver la force du collectif,
Pour ne plus subir !**

